Journée de mobilisation des EVS : une solution pour chacun

Depuis 2006, dans le cadre du plan Borloo de cohésion sociale, 42 500 employés de vie scolaire (EVS) chargés de l'accompagnement des élèves handicapés à l'école et de l'aide à la direction d'école travaillent dans les écoles. Pour 30 000 d'entre eux seront en fin de contrat en juin prochain sans autre solution que l'inscription au Pôle Emploi.
Dans un contexte social marqué par la crise économique et financière et une augmentation drastique du nombre de chômeurs, le gouvernement a des responsabilités particulières en terme d'emploi public.
Les organisations syndicales SE-UNSA, SGEN-CFDT, SNUipp-FSU, UNSEN-CGT, l'UNCEVS se félicitent de la réussite de la journée d'action EVS qui s'est traduite par des manifestations dans de nombreux départements.

Les rassemblements, manifestations, audiences auprès des Préfets, des autorités académiques ou responsables de l'emploi dans les départements ont permis de dénoncer une politique gouvernementale qui va laisser sans perspective d'emploi durable des milliers de salariés.
Les témoignages ont illustré les lacunes relevant de chacun des interlocuteurs concernés en terme de gestion, de formation et de suivi des personnels recrutés.
Les interventions ont aussi permis de faire prendre en compte quelques situations, localement et d'alerter sur les situations d'urgence ainsi que sur la nécessité de trouver des réponses.

Dans le même temps, il n'est pas acceptable que le Premier Ministre et ses représentants aient fait le choix de ne pas recevoir une délégation de nos différentes organisations, renvoyant la question au seul ministère de l'Education Nationale.

Faut-il en déduire que le premier ministre ne se sent pas concerné par la politique gouvernementale de l'emploi dont les contrats aidés dépendent, qu'il se désintéresse d'ores et déjà du retour systématique au chômage de plus de 30 000 salariés dont la majorité ont déjà connu des périodes de chômage de longue durée ? Nous ne pouvons le croire.

Dans un premier temps, pour les organisations signataires, des mesures doivent être prises afin de prolonger les contrats en cours pour permettre la mise en œuvre de formation donnant accès à un véritable parcours d'insertion professionnelle.
Les tâches effectuées par les EVS correspondent à des missions pérennes qui nécessitent des personnels stables bénéficiant d'un statut fondant un véritable métier, une véritable formation et une rémunération décente.

Nous continuerons donc à nous mobiliser, avec l'ensemble de la communauté éducative, pour que soit mis un terme à la précarité au sein des écoles en pérennisant les emplois de vie scolaire et en aménageant des possibilités d'accès à des emplois statutaires pour les personnels en place.
Nos organisations appellent à poursuivre l'action en :
- continuant la campagne de signature de la pétition unitaire qui a déjà recueilli plus de 60 000 signatures. Elles réitèrent leur demande d'audience auprès du 1er Ministre.
- participant massivement, pour porter fortement ces revendications, à la journée de mobilisation unitaire et interprofessionnelle du 13 juin.